

ACCORD D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

COMMUNE DE
CONDÉ-FOLIE

DOSSIER N° PC 80205 24 M0004

dossier déposé le 22 avril 2024

avis de dépôt affiché en mairie le 22 avril 2024

de COMMUNE DE CONDE FOLIE
représentée par Monsieur DANTEN
Didier

demeurant 5 PLACE DU 8 MAI 1945
80890 CONDE-FOLIE

pour Construction d'un couvert au stade
municipal

**sur un
terrain sis** RUE DU 11 NOVEMBRE
80890 CONDÉ-FOLIE

Cadastré B1052, B1051

SURFACE DE PLANCHER**existante** : 95,00 m²**créée** : 14,00 m²**démolie** : 0 m²

Le Maire de Condé-Folie

VU la demande de permis de construire susvisée,**VU** le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles R.111-1 et suivants,**VU** la demande d'autorisation de travaux d'aménagement liée au permis de construire susvisé,**VU** l'avis conforme favorable délivré par Monsieur le Préfet de la Somme en date du 30/04/2024,**VU** l'avis favorable assorti de prescriptions de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées, rendu en sa séance du 06/06/2024,**VU** l'avis favorable assorti de prescriptions de la commission de sécurité arrondissement d'Abbeville contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, rendu en sa séance du 11/06/2024,**ARRÊTE**Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée**.Article 2 : Les prescriptions suivantes devront être strictement respectées :

- Accessibilité : voir feuilles annexées.
- Lutte contre l'incendie : Voir feuilles annexées

Fait à CONDÉ-FOLIE le 28/06/2024

P/b 
Le Maire, Didier DANTEN



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le Tribunal Administratif d'Amiens d'un recours contentieux. Il peut aussi contester cette décision auprès du Tribunal Administratif d'Amiens par le biais du site www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorité compétente peut retirer cette autorisation dans le délai de trois mois, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.